



VINCENT MARTNER/HANSLUCAS.COM POUR LA CROIX

Absalam a obtenu le statut de réfugié en trois mois seulement.

●●● Aujourd'hui, Absalam peut espérer la faire venir : il a obtenu le statut de réfugié en 2008, au bout de trois mois seulement. Sur le conseil des associations, il avait déposé sa demande d'asile en France, « au cas où ». À présent, il écoute Christophe Maé, regarde *Plus belle la vie* et sort

le week-end au 555, la boîte de nuit locale. Et quand il va en Angleterre, « c'est pour faire du tourisme ». Avec sa petite amie Martine, 23 ans, il est aussi allé à la découverte de l'Italie, de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas. Mais c'est en France qu'il a fait sa demande de naturalisation.

OMID, IRANIEN, 41 ANS

« La vie avec les autres chrétiens m'a retenu »

À chaque fois qu'il se présente, il précise : « Omid Omini, ça veut dire » espoir proche » en persan. » À 41 ans, ce chrétien iranien espère bientôt toucher à son but. Le 21 avril, il aura la décision de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), son ultime recours pour obtenir le statut de réfugié, après vingt-sept mois d'attente. Il vit au foyer du boulevard Marie-Curie parmi les Nigériens, les Éthiopiens et les Érythréens.

Dans sa vie d'avant, il avait un poste à responsabilités chez le constructeur automobile Khodro. Le régime iranien lui a fait comprendre par la menace qu'étant chrétien, il ne pourrait pas continuer à travailler. De peur d'être jeté en prison, Omid a rassemblé ses économies. Un passeur a organisé son exil. Pour l'équivalent de 10 000 €, il a obtenu un passeport et un visa Schengen.

Italie, Belgique, Allemagne, Amsterdam, Belgique... Durant plusieurs mois, Omid va tâtonner dans le dédale européen à la recherche d'une terre hospitalière. Avant d'être arrêté par la police à Calais, son visa ayant expiré. « Ce n'est pas comme en Iran. J'ai été très bien traité », s'étonne-t-il. Placé en rétention, il va demander le statut de réfugié pour ne pas être

reconduit à la frontière. « Les passeurs ne jurent que par l'Angleterre. Je ne savais même pas que la France aussi, c'est une démocratie et une terre d'asile. Je serai fier de vivre dans le pays le plus visité au monde », assure-t-il. Ce qui l'a retenu ici, « c'est la vie avec les autres chrétiens ». Omid est en effet bénévole au vestiaire social de l'église évangélique, où il aide également à l'organisation des baptêmes.

Encore aujourd'hui, il refuse d'être pris en photo de face pour ne pas exposer sa femme et ses deux filles de 5 ans et 8 ans restées en Iran. Cloîtrées à la maison et surveillées de près, elles risquent toujours des représailles. S'il obtient les papiers, il tentera un regroupement familial : « Depuis un an, elles apprennent la langue française à l'aide d'un programme informatique. Lorsque je suis en conversation vidéo sur ooVoo, elles savent déjà me dire : bonjour papa, qu'est-ce que tu fais ? »

Omid le bien nommé garde aussi l'espoir pour lui-même : « Je parle azéri, turc, russe, arabe, anglais et un peu français, et je connais le secteur de l'automobile. Alors pourquoi ne pas travailler dans l'import-export ? »

JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS

Seul un exilé sur cinq vise l'Angleterre dès le départ

Une étude menée par le Secours catholique bouscule les idées reçues sur le projet personnel des migrants qui arrivent à Calais.

« Je ne savais même pas où allait notre barque ». Le Secours catholique a choisi cette phrase de Salah-din, Soudanais de 23 ans, comme titre de l'étude qu'il dévoile aujourd'hui et qui porte sur les souhaits des migrants de Calais. Afin d'apporter sa contribution à une mission gouvernementale sur les exilés bloqués dans la ville (lire ci-dessous l'avis de Jérôme Vignon), l'association a mené une série d'entretiens poussés avec des Soudanais, Érythréens, Afghans, Syriens et Pakistanaï. Ce travail (1), qui a porté sur 54 personnes, livre des enseignements édifiants sur leurs motivations, même si l'échantillon n'est pas tout à fait représentatif.

Veulent-ils, comme on pourrait le croire, rejoindre leur famille sur l'autre rive ? Pas vraiment : 70 % du groupe (37 personnes) n'a aucune attache en Grande-Bretagne. Avaient-ils prévu d'aller en Angleterre en partant de leur pays ? Encore moins : 30 n'avaient pas de destination définie, 24 visaient l'Europe sans plus de précision. Seuls 11 d'entre eux (20 % du groupe) avaient en tête de traverser la Manche.

« On se rend compte que leur trajet se construit d'une impossibilité de bâtir un avenir », commente Vincent de Coninck, chargé de mission « étrangers » du Secours catholique à Calais. En moyenne, la vie d'errance des personnes interrogées a commencé il y a deux ans et demi, et ils ont déjà passé 75 jours à Calais.

Ce sont très majoritairement des jeunes hommes célibataires (27 ans en moyenne) dont la capacité

physique permettait le voyage. « Globalement, ce ne sont pas des déshérités ou des damnés de la terre, loin s'en faut », précise l'étude : 48 % avaient une situation sociale élevée dans leur pays. Les autres sont majoritairement des agriculteurs et des ouvriers (maçon, soudeur, électricien). S'ils sont partis, c'est majoritairement en raison de persécutions vécues ou constatées autour d'eux (89 %). Le coût de l'organisation de leur fuite s'élève en moyenne à 3 062 €, avec d'importantes disparités allant de 345 € à 9 732 € selon les migrants. Sur qui comptent-ils pour obtenir des informations fiables ? « Je croirais un compatriote », répond Fouad, ouvrier agricole soudanais de 32 ans.

Comme près d'un migrant interrogé sur deux. « Sans accueil digne, ils ne peuvent pas sortir de leurs représentations erronées et envisager un avenir en France ou ailleurs », résume Vincent de Coninck. L'étude montre en effet que la plupart des exilés (33, soit 61 % de l'effectif) ne disposent pas des informations qui leur permettraient d'obtenir une protection. En réponse, le Secours catholique propose l'intervention de médiateurs linguistiques et culturels avisés pour les conseiller dans leur parcours.

Le Secours catholique propose surtout de réformer le règlement Dublin III, qui oblige les migrants à retourner en Italie ou en Grèce si c'est la police de leur entrée en Europe. C'est actuellement le cas d'environ 200 migrants de Calais, qui renoncent à faire une demande d'asile en France de peur d'être renvoyés vers le sud.

JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS

(1) Produit en collaboration avec Bruno Magniny consultant, cabinet spécialisé dans les études sociologiques.



VINCENT MARTNER/HANSLUCAS.COM POUR LA CROIX

Omid ne se montre pas pour protéger ses proches restés en Iran.

PAROLES JÉRÔME VIGNON

Président de l'Observatoire national de la pauvreté, chargé d'une mission sur Calais

« Il faut harmoniser les procédures d'asile au niveau européen »

« Avec le préfet Jean Aribaud, nous rendrons notre rapport au gouvernement mi-mai, avec des propositions sur Calais. L'étude du Secours catholique (lire ci-contre) permet de réaliser que la plupart des migrants ne partent pas avec une destination précise en tête. En rendant le choix de l'asile en France plus crédible, le gouvernement a déjà pris cela en compte. Il y a d'autres pistes : harmoniser les procédures d'asile au niveau européen ; mieux lier l'asile aux besoins démographiques des différents pays et aux facilités d'intégration des migrants ; mieux informer les exilés ; rendre plus effectif le regroupement familial, alors que cette possibilité existe déjà dans la réglementation. »

RECUEILLI PAR JEAN-BAPTISTE FRANÇOIS

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Retrouvez l'intégralité de cet entretien

(Suite du dossier page 4.)